DOROTHÉE SCHMID

Responsable du programme Turquie/Moyen-Orient à l'Ifri

La reconstruction de la Syrie après la chute de Bachar al-Assad représente un enjeu aussi bien économique que social – pour autant que le nouveau cadre politique tienne bon et assure la stabilité minimale indispensable pour faire redémarrer le moteur. On peut sans doute considérer que l'effondrement économique du régime Assad a largement contribué à l'affaiblissement interne du système. On estime que 70 % (officiellement) à 90 % (officieusement) de la population syrienne vit sous le seuil de pauvreté, alimentant la pression sociale contre le président qui avait transformé une économie déjà faible en une sorte de système mafieux reposant principalement sur la vente de captagon (environ deux tiers des exportations syriennes). Le produit intérieur brut de la Syrie s'est contracté de 85 % depuis le début de la guerre, ses infrastructures de base sont presque entièrement détruites ou hors service, et la Banque mondiale estime qu'il faudra au moins 10 ans pour les reconstruire. Le pays dispose de très peu de ressources – son agriculture a été dévastée par les combats et les gisements de pétrole sont toujours contrôlés par les Forces démocratiques syriennes dans la région kurde, le gouvernement de Damas ne peut donc pas compter dessus. La fragmentation des champs de bataille est à l'origine de forts déséquilibres territoriaux.

Il faut aujourd'hui construire en parallèle un système de production fonctionnel et un nouveau système de relations avec le monde extérieur. Le régime d'Assad dépendait fortement de la Russie et de l'Iran qui sont maintenant hors-jeu, tandis que la communauté internationale est prête à s'engager afin d'assurer la stabilité de la Syrie à long terme. La normalisation politique de Hayat Tahrir al-Cham constitue un préalable absolu à la levée des sanctions qui entravent les efforts des milieux d'affaires internationaux. L'urgence numéro un est de fournir un logement aux réfugiés qui envisagent de rentrer en Syrie. En effet, la contribution de la diaspora syrienne à la reconstruction du pays sera cruciale. Tant de petits entrepreneurs et de personnes actives ont quitté le pays, emportant avec eux le système de production par le biais d'une migration massive en particulier vers le sud-est de la Turquie. Ils sont peut-être désireux de revenir, mais ont besoin d'un cadre cohérent dans lequel ils puissent travailler, d'un nouveau consensus social et d'un nouveau gouvernement transparent pour redonner espoir en l'avenir de la Syrie.